Passé présent : Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir

jeudi 20 décembre 2018, par HAYAT Samuel (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2018).

Sommaire

- La situation
- Le travail de mobilisation
- L'économie morale des Gilets
- L'économie morale et l'émancip

Difficile de ne pas être saisi par le mouvement en cours. Tout y est déconcertant, y compris pour qui se fait profession de chercher et d'enseigner la science politique : ses acteurs et actrices, ses modes d'action, ses revendications. Certaines de nos croyances les mieux établies sont mises en cause, notamment celles qui tiennent aux conditions de possibilité et de félicité des mouvements sociaux. D'où sinon la nécessité, du moins l'envie, de mettre à plat quelques réflexions issues de la libre comparaison entre ce que l'on peut voir du mouvement et des connaissances portant sur de tout autres sujets. A côté des recherches sur le mouvement en cours, espérons que l'éclairage indirect que donne la confrontation à d'autres terrains pourra dire quelque chose de différent sur ce qui a lieu.

La situation

Les images rapportées par les médias comme les déambulations personnelles pendant les événements du 1er décembre ont donné à voir un Paris jamais vu, ni en 1995, ni en 2006, ni 2016, trois moments pourtant où l'espace-temps habituel des mobilisations parisiennes s'était trouvé profondément déformé. Certains ont pu parler d'émeutes ou de situation insurrectionnelle. C'est possible, et pourtant rien ne ressemble à ce qui a pu avoir lieu durant les insurrections de 1830, 1832, 1848 ou 1871. Toutes ces insurrections avaient lieu au quartier, mettant en jeu des sociabilités locales, un tissu relationnel dense permettant aux solidarités populaires de se déployer [1]. Mais le 1er décembre, le feu a pris au cœur du Paris bourgeois, dans ce nord-ouest parisien qui n'avait jusqu'ici jamais été vraiment le théâtre de telles opérations. Loin d'être menées par des forces locales, érigeant des barricades pour délimiter un espace d'autonomie, ces actions ont été le fait de petits groupes mobiles, habitant souvent ailleurs.

Évidemment, les sociabilités locales jouent dans la formation de ces groupes. Il suffit de regarder ailleurs qu'à Paris pour voir la réappropriation collective d'un territoire, la formation de liens durables… Mais le 1er décembre, ces solidarités se sont déplacées dans un espace de manifestation lui-même plutôt habituel : les lieux du pouvoir national. On est là dans un registre tout à fait moderne, n'en déplaise à ceux qui parlent de jacqueries [2] : c'est bien d'un mouvement national et autonome dont il s'agit, pour reprendre les catégories clés par lesquelles Charles Tilly qualifie le répertoire d'action typique de la modernité. Mais les règles de la manifestation, fixées de longue date (on situe généralement leur formalisation en 1909 [3]), sont ignorées : pas de cortège, pas de

responsables légaux, pas de parcours négocié, pas de service d'ordre, pas de tracts, de banderoles, d'autocollants, mais des myriades de slogans personnels inscrits au dos d'un gilet jaune.

Toute la pratique du maintien de l'ordre en est bouleversée, et on a pu voir combien les professionnels de la répression, malgré leur nombre, leur armement, leur entraînement, s'étaient trouvés débordés, incapables d'assurer même leur propre sécurité, sans parler de celle des biens et des personnes. On peut penser que les forces de l'ordre ne vont pas accepter longtemps de se faire ainsi malmener, et les violences policières, déjà très nombreuses, risquent d'encore s'amplifier, comme les appels à l'extension de l'usage de la force, voire à l'état d'urgence. Cet échec du maintien de l'ordre physique est allé de pair avec un échec encore plus complet du maintien de l'ordre symbolique : un président en déplacement pour un sommet international, un gouvernement inaudible (la rançon à payer pour un pouvoir personnel s'étant entouré de courtisans médiocres [4] pour qu'aucune ombre n'en affaiblisse l'éclat), le pseudo-parti au pouvoir (LREM) occupé le même jour à élire un nouveau délégué général, comme si de rien n'était.

L'ordre vacillant, la ville était laissée aux manifestants, tout était permis, et ce dans un espace incarnant le privilège, d'où des libertés prises avec les normes habituelles d'utilisation de l'espace public. On ne pleurera pas avec les « familles des vitrines », pour reprendre l'expression consacrée ; cependant il faut prendre la mesure de la menace que cette destruction fait peser sur le pouvoir : que le premier samedi de décembre, les quartiers où s'alignent hôtels et commerces de luxe soient l'objet de tels débordements, forçant la fermeture des grands magasins du boulevard Haussmann, constitue un risque économique significatif [5]. Si l'on décentre le regard de la seule capitale, la mobilisation a été grande dans tout le pays, rendant le maintien de l'ordre d'autant plus coûteux, voire impossible. Laisser pourrir la situation jusqu'à Noël, ce qui devait être une tentation pour les autorités avant le 1er décembre, apparaît désormais impossible.

Le travail de mobilisation

La sociologie des mouvements sociaux a depuis longtemps dessillé les yeux des croyant.e.s dans la spontanéité des masses. Derrière tout mouvement social apparemment spontané, on trouve des entreprises de mobilisation, des personnes capables de mettre du capital militant au service de la cause, des ressources matérielles et symboliques ainsi que des compétences souvent acquises dans des luttes précédentes… Pas de révolution tunisienne sans Gafsa, pas de mouvement 15-M sans Stop expulsions et la Juventud Sin Futuro, pas de Nuit Debout sans mobilisation contre la Loi travail. Mettra-t-on au jour de telles généalogies pour les gilets jaunes ? Peut-être, mais elles n'auraient qu'un faible pouvoir explicatif : la mobilisation a pris trop vite, et est trop rapidement passée au niveau national, pour pouvoir être interprétée comme le résultat d'un patient travail de mobilisation par des organisations de mouvement social, même informel.

S'il y a bien un travail de représentation du mouvement, qui le fait exister comme mouvement (« les Gilets Jaunes »), ce travail est remarquablement décentralisé, passant par les multiples groupes locaux s'organisant par les réseaux sociaux, par l'agrégation médiatique de paroles diverses et par le travail d'interprétation que mènent journalistes, politiques, sociologues [6]. La volonté de donner au mouvement des porte-parole habilités à négocier avec les autorités a échoué (pour le moment). Beaucoup de commentateurs ont glosé sur la supposée incohérence des motifs et des acteurs ; au contraire, étant donné la fragmentation de sa représentation, l'unité du mouvement est surprenante. Unité d'action, solidarité, consensus apparent sur une série de revendications, unité même de rythme. Le choix du gilet jaune, ce vêtement rendu obligatoire pour tou.te.s les automobilistes, et qui justement a pour but premier de se rendre visible, est particulièrement heureux et a sûrement été une condition matérielle de l'extension si rapide d'un symbole unique. Mais le choix de passer à

l'action, et de le faire avec cette vigueur et cette cohérence, ne saurait être le simple résultat d'un emblème accrocheur, du bon usage des réseaux sociaux, ni d'un mécontentement, fût-il grand et largement partagé. Les mots de mécontentement, de colère, de grogne, sont des paravents qui empêchent de saisir les raisons de la mobilisation – au double sens des causes et des justifications que l'on se donne. Tout l'enjeu est alors de trouver une explication au mouvement qui embrasse à la fois sa forme (sa décentralisation, sa radicalité) et son fond (les revendications).

Les revendications, justement, méritent qu'on s'y attarde. On en sait peu sur la manière dont elle a été composée, mais une liste de 42 revendications a été diffusée et largement reprise, tant dans les groupes que par les médias [7]. Ces revendications possèdent quelques traits remarquables qui ont déjà été relevés : elles sont majoritairement centrées sur les conditions de vie, bien au-delà de la seule question du prix de l'essence ; elles contiennent des prises de position contre la libre circulation des migrants ; elles proposent des changements institutionnels qui renforcent le contrôle citoyen sur les élu.e.s, dont la rémunération se trouverait d'ailleurs ramenée au salaire médian. Cette liste a été qualifiée de « magma de revendications hétéroclite » [8]. Il me semble au contraire qu'elle est profondément cohérente, et que ce qui lui donne sa cohérence est aussi ce qui a permis à la mobilisation des gilets jaunes de prendre et de durer : elle s'ancre dans ce que l'on peut appeler l'économie morale des classes populaires.

L'économie morale des Gilets Jaunes

Le concept d'économie morale est bien connu des chercheur.e.s en sciences sociales [9]. Il a été développé par l'historien E. P. Thompson pour désigner un phénomène fondamental dans les mobilisations populaires au XVIIIe siècle : celles-ci faisaient appel à des conceptions largement partagées sur ce que devait être un bon fonctionnement, au sens moral, de l'économie [10]. Tout se passait comme s'il allait de soi que certaines règles devaient être respectées : le prix des marchandises ne devait pas être excessif par rapport à leur coût de production, des normes de réciprocité plutôt que le jeu du marché devaient régler les échanges, etc. Et lorsque ces normes non écrites se trouvaient bafouées ou menacées par l'extension des règles du marché, le peuple se sentait tout à fait dans son droit en se révoltant, souvent à l'initiative de femmes, d'ailleurs. Leur mobile était bien économique, mais pas au sens habituel : ils n'étaient pas mus par des intérêts matériels au sens strict, mais par des revendications morales sur le fonctionnement de l'économie. On trouve des révoltes similaires en France à la même époque, et même plus tard : les mineurs de la Compagnie d'Anzin, par exemple, la plus grande entreprise française durant une bonne partie du XIXe siècle, se mettaient régulièrement en grève pour rappeler aux patrons les normes qui devaient selon eux organiser le travail et sa rémunération, souvent en référence à un ancien ordre des choses, bref à la coutume [11].

La résonance avec le mouvement des gilets jaunes est frappante. Leur liste de revendications sociales est la formulation de principes économiques essentiellement moraux : il est impératif que les plus fragiles (SDF, handicapés…) soient protégés, que les travailleurs soient correctement rémunérés, que la solidarité fonctionne, que les services publics soient assurés, que les fraudeurs fiscaux soient punis, et que chacun contribue selon ses moyens, ce que résume parfaitement cette formule « Que les GROS payent GROS et que les petits payent petit ». Cet appel à ce qui peut sembler être du bon sens populaire ne va pas de soi : il s'agit de dire que contre la glorification utilitariste de la politique de l'offre et de la théorie du ruissellement chers aux élites dirigeantes (donner plus à ceux qui ont plus, « aux premiers de cordée », pour attirer les capitaux), l'économie réelle doit être fondée sur des principes moraux. Là est sûrement ce qui donne sa force au mouvement, et son soutien massif dans la population : il articule, sous forme de revendications sociales, des principes d'économie morale que le pouvoir actuel n'a eu de cesse d'attaquer de

manière explicite, voire en s'en enorgueillissant. Dès lors, la cohérence du mouvement se comprend mieux, tout comme le fait qu'il ait pu se passer d'organisations centralisées : comme a pu le montrer James Scott, le recours à l'économie morale fait naître une capacité d'agir collective, une agency, y compris chez des acteurs sociaux dépossédés des capitaux habituellement nécessaires à la mobilisation [12].

En effet, l'économie morale n'est pas seulement un ensemble de normes partagées passivement par les classes populaires. Elle est aussi le résultat d'un pacte implicite avec les dominants et s'insère donc toujours dans des rapports de pouvoir. Déjà, dans les classes populaires du XVIIIe siècle étudiées par E. P. Thompson, cette économie morale avait des traits profondément paternalistes : on attendait des détenteurs du pouvoir qu'ils la garantissent, en échange de quoi l'ordre social dont ils profitaient était globalement accepté. Mais que les dominants rompent ce pacte, et alors les masses pouvaient, par l'émeute, les rappeler à l'ordre. C'est ce que l'on voit dans l'émeute des quatre sous, à Anzin, en 1833 : les mineurs protestent contre la baisse des salaires, mais ils se mettent pour cela sous la protection des anciens patrons, évincés par les capitalistes désormais maîtres de l'entreprise, en chantant « À bas les Parisiens, vivent les Mathieu d'Anzin ! ». Il est peu dire que les autorités actuelles ont rompu ce pacte implicite, tant par leurs mesures anti-sociales que par leur mépris répété et affiché pour les classes populaires. L'émeute ne vient pas de nulle part, d'un simple mécontentement, ou d'une agency populaire indéterminée qui se serait mise spontanément en mouvement : elle est le résultat d'une agression du pouvoir, d'autant plus violente symboliquement qu'elle ne semble pas se reconnaître comme agression. Et le président de la République, censé représenter le peuple français, est devenu l'incarnation de cette trahison, avec ses petites phrases sur les « gens qui ne sont rien », les conseils pour se payer une chemise ou pour trouver un emploi en traversant la rue. Au lieu d'être le protecteur de l'économie morale, Emmanuel Macron n'a eu de cesse de la malmener, avec un naturel désarmant, jusqu'à devenir le représentant par excellence des forces qui s'opposent à cette économie morale, c'est-à-dire du capitalisme. Comme il l'a dit pendant la campagne, à propos de l'ISF, « ce n'est pas injuste parce que c'est plus efficace » : on ne saurait mieux illustrer la méconnaissance, voire le mépris, pour toute autre norme que celles de la finance. C'est lui qui a rompu le pacte, c'est à lui que s'adresse le charivari national qui se joue en ce moment, et dont on peut penser qu'il ne prendra fin que par une répression sanglante, ou par sa démission.

L'économie morale et l'émancipation

Si l'on ne peut que souhaiter que ce soit le deuxième terme de l'alternative qui ait lieu, il ne faut pas non plus surestimer les conséquences qu'aurait un tel événement. Les révoltes fondées sur l'économie morale ne se transforment pas nécessairement en mouvement révolutionnaire, car il suffit que le pacte soit restauré pour que l'émeute s'éteigne. En cela, l'économie morale, si elle révèle la capacité collective du peuple et l'existence d'une marge d'autonomie réelle vis-à-vis des gouvernants, est en tant que telle conservatrice. Par son activation, elle bouleverse temporairement le fonctionnement habituel des institutions, mais ce qu'elle vise, c'est avant tout un retour à l'ordre, pas une transformation révolutionnaire. Il y a là quelque chose de parfois difficile à entendre et à formuler : ce n'est pas parce qu'un mouvement est authentiquement populaire, ancré dans les croyances les plus communément partagées par la grande majorité, qu'il est émancipateur. Pour reprendre les catégories de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, croire que le peuple ne peut agir par lui-même, qu'il est toujours soumis à la domination symbolique, c'est faire preuve de légitimisme et de misérabilisme [13]. Le mouvement des gilets jaunes, par sa force, sa spontanéité, sa cohérence, son inventivité, offre un démenti flagrant et bienvenu aux approches de cet ordre. Cependant, il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse, que ces auteurs qualifient de populisme, en s'imaginant que parce qu'un mouvement est populaire, cela signifie qu'il est dans le vrai, dans

l'authenticité, dans le bien. Il n'est pas tant le signe d'une révolution que d'un sursaut, face à un véritable délabrement des institutions du gouvernement représentatif.

Car ce que révèle aussi le recours à l'économie morale par les gilets jaunes, c'est l'étendue du désert politique qui s'est installé depuis des décennies. Qu'il ait fallu attendre que le pacte implicite fondamental qui lie gouvernants et gouvernés soit rompu pour qu'il y ait un tel mouvement, alors que depuis des décennies le pouvoir nous matraque de politiques sécuritaires et antisociales, montre bien que les capacités de mobilisation des forces syndicales et politiques se sont réduites à peau de chagrin, ou que les formes que leurs mobilisations empruntent les ont mises dans un état de totale impuissance. Pour le dire clairement, il n'y a rien de réjouissant à ce qu'il ait fallu en arriver là, jusqu'à ce point de rupture, pour que quelque chose ait lieu, et quelque chose qui emprunte à des formes pré-modernes de l'action collective, sous des formes certes renouvelées. Là est la limite, mais aussi une importante leçon, de la pertinence de la comparaison entre les gilets jaunes et les émeutes relevant de l'économie morale : cette comparaison ne devrait pas être faisable, étant donné l'immense distance censée séparer les conditions politiques entre ces situations, et pourtant elle s'impose à nous avec force. L'économie morale appartient à des époques et des espaces où n'ont pas joué les formes de politisation nationales et idéologisées de la modernité démocratique, reposant sur l'affrontement entre projets politiques et même entre visions du monde opposées. En cela, le mouvement des gilets jaunes est peut-être d'un autre temps – mais il en dit beaucoup sur notre époque.

Cela a un coût dont il faut prendre la mesure : les mouvements fondés sur l'économie morale s'inscrivent dans le rappel d'une coutume, la soumission à un ordre juste, mais aussi dans le cadre d'une communauté. L'économie morale est conservatrice non seulement parce qu'elle rappelle des normes intemporelles, mais aussi parce qu'elle lie entre elles des personnes définies par une commune appartenance. Dès lors, ses potentialités d'exclusion ne sont pas que des scories dont on pourrait aisément se débarrasser : elles sont au cœur du mouvement. Pour ne prendre que l'exemple le plus flagrant, les revendications contre la libre circulation des migrants, pour les expulsions d'étrangers, et plus encore pour l'intégration forcée des non-nationaux (« Vivre en France implique de devenir Français (cours de langue française, cours d'histoire de la France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours) »), tout ceci est indissociable du mouvement, car c'est la conséquence logique de la mise en œuvre d'une économie morale d'abord communautaire, même si elle peut ensuite être travaillée par le mouvement dans différentes directions. L'économie morale est la proclamation des normes d'une communauté, elle n'étend pas la logique de l'égalité des droits aux étrangers, pas plus qu'elle ne reconnaît les conflits internes, en particulier idéologiques. Ce dernier point éclaire d'un autre jour le refus proclamé des partis : il s'agit certes d'une mise en question du pouvoir des représentants au profit d'une réappropriation populaire de la politique. Mais c'est aussi le refus du caractère partisan de la démocratie, de l'opposition entre projets politiques, au profit d'une unité dont on sait bien qu'elle peut aisément se transformer en « rassemblement haineux autour de la passion de l'Un qui exclut »[14].

Le détour par ce parallèle historique avec des époques dépassées pourra sembler peu convaincant pour saisir la situation dans son exceptionnalité. Peut-être ne s'agit-il que d'un simple jeu de l'esprit. Mais peut-être est-il au contraire révélateur de certaines caractéristiques fondamentales du mouvement en cours : son unité improbable, son ancrage populaire, son caractère émeutier, mais aussi ses bien réels aspects conservateurs, anti-pluralistes et excluants. Peut-être indique-t-il aussi que l'on n'est qu'au début d'une nouvelle histoire, que les conditions d'une repolitisation sont là, hors du cadre des vieux partis et des vieilles formes de la politique instituées. A Anzin, les mineurs n'en sont pas restés aux grèves s'appuyant sur une économie morale. Au contact des premières forces socialistes et syndicales de la région, ils s'en sont appropriés les idées et les formes, jusqu'à devenir l'un des foyers d'où est sorti l'anarcho-syndicalisme. Certains comités locaux de gilets

jaunes, loin de s'en tenir à une protestation au nom de l'économie morale, en appellent à la formation de comités populaires et à la démocratie directe, c'est-à-dire à une émancipation politique radicale [15]. Rien n'est garanti, mais tout est ouvert.

Samuel Hayat

[1] Laurent Clavier, Louis Hincker et Jacques Rougerie, « Juin 1848. L'insurrection », in 1848 : actes du colloque international du cent cinquantenaire, tenu à l'Assemblée nationale à Paris, les 23-25 février 1998, Jean-Luc Mayaud (dir), Paris, Creaphis, 2002, p. 123-140 ; Maurizio Gribaudi, Paris ville ouvrière : une histoire occultée (1789-1848), Paris, La Découverte, 2014 ; Michèle Riot-Sarcey, Le procès de la liberté : une histoire souterraine du XIXe siècle en France, Paris, La Découverte, 2016. Merci à Célia Keren pour sa relecture.

[2] Gérard Noiriel montre bien les enjeux d'une telle qualification : ESSF (article 46967), Mouvements populaires : les gilets jaunes français et les « leçons de l'histoire ».

[3] Samuel Hayat, « La République, la rue et l'urne », Pouvoirs, vol. 116, 2006, p. 31-44

[4] Ecoutons Agnès Buzyn assurer le 1er décembre que « Tous les jours nous agissons pour faire disparaître la colère et la peur » ou Benjamin Griveaux le lendemain que « nous ne changerons pas de cap car le cap est le bon ».

[5] https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/12/02/gilets-jaunes-nouveau-coup-dur-pour-le-commerce-et-le-tourisme_5391675_3234.html

[6] Là aussi voir Noiriel : : ESSF (article 46967), Mouvements populaires : les gilets jaunes français et les « leçons de l'histoire ».

[7] Par exemple https://www.francebleu.fr/infos/societe/document-la-liste-des-revendications-des-gilets-jaunes-1543486527

[8] https://www.liberation.fr/france/2018/12/04/les-gilets-jaunes-un-magma-de-revendications-heteroclite_1695802

[9] Le thème a déjà été mentionné par plusieurs commentateurs du mouvement, notamment l'étudiant Léo Labarre (https://lvsl.fr/le-17-novembre-au-dela-des-gilets-jaunes) et l'historien Xavier Vigna (http://www.leparisien.fr/economie/gilets-jaunes-ils-inventent-leurs-propres-codes-estime-un-historien-26-11-2018-7954086.php) Sur les révoltes fiscales et l'économie morale, voir les travaux de Rachel Renault, notamment son livre La permanence de l'extraordinaire
Fiscalité, pouvoirs et monde social en Allemagne aux XVIIe- XVIIIe siècles, Editions de la Sorbonne, 2017.

[10] Edward Palmer Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », Past & Present, n°50, 1971, p. 76-136

[11] Samuel Hayat, « Une politique en mode mineur. Ordre patronal et ordre communautaire dans les mines du Nord au XIXe siècle », Politix, n°120, 2017

[12] James C. Scott, The Moral Economy of the Peasant Rebellion & Subsistence in Southeast Asia,

New Haven, Yale University Press, 1977

[13] Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, Le savant et le populaire misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature, Paris, Gallimard Le Seuil, 1989

[14] Jacques Rancière, Aux bords du politique, Paris, Folio, 2004

[15]ESSF (article 17714), Veil of Fears.

P.-S.

- https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/